

Fabienne Pourre

Conseil national du PCF Le 28 février – 1^{er} mars 2003

« Les enjeux de la mondialisation »

Comprendre les enjeux de la mondialisation c'est en analyser la genèse. Comprendre comment ce nouvel espace est devenu un espace de dominations et d'exploitation capitaliste. Elaborer, à partir du refus, des résistances aux désastres et dégâts qu'il provoque, les propositions concrètes, alternatives qui permettent d'affirmer qu'« un autre monde est possible », de créer le monde que nous voulons.

Plus que jamais, repenser l'ordre du monde oblige à redonner la primauté à la personne humaine, à l'humain singulier et solidaire. L'émancipation humaine, motrice d'une humanité civilisée, garante de « l'humain de l'humanité » en danger, est enjeu de la mondialisation, du communisme.

Cette question est centrale. ETRE humain, c'est AVOIR les possibilités de le devenir. Il est remarquable que les revendications de dignité, de respect des droits humains soient autant de cris entendus, des piquets de grève de 95 aux salariés de Métaleurop. « On est traité pire que des chiens. C'est pas possible de l'accepter. ».

Oui, c'est bien un « trop plein » d'humiliations, d'exploitations, vécues comme atteintes à l'intégrité de la personne humaine jusque dans son intimité, qui n'est plus supporté. Ce sont bien l'ensemble des violences faites à l'humain, des dénis de droits à la guerre, qui impriment non seulement les réalités mais aussi les consciences.

Aujourd'hui, toutes les activités humaines sont liées à la mondialisation. L'ensemble des populations est impliqué directement ou indirectement dans les rapports sociaux du capitalisme : directement par le rapport capital/travail ou le salariat ; indirectement par un grand nombre d'autres mécanismes tels que la fixation des prix des produits agricoles d'exportation ou des matières premières, les mécanismes de la dette extérieure, l'ouverture des marchés, le flottement des monnaies ou la spéculation financière. Nous pouvons parler de l'entrée dans une nouvelle ère de la civilisation humaine. C'est la mondialité qui lie monde et humanité qu'il s'agit de faire prévaloir, contre la mondialisation-dominations.

Les succès du capitalisme sont autant dus au rôle de l'Etat qu'à celui du marché

C'est précisément au moment où le gouvernement de l'Inde décrète l'ouverture de l'économie aux principes du libéralisme (incluant entre autre la suspension des subsides à l'alimentation de base) que les intouchables se révoltent dans une lutte de castes.

Comment ne pas remarquer que la révolte des peuples indigènes du Chiapas au Mexique coïncide avec la mise en œuvre de l'ALENA, traité de libre échange avec les Etats-Unis ?

Comment comprendre la radicalisation des mouvements féministes du Sud sans la mettre en relation avec la féminisation de la pauvreté et les mesures qui en sont la cause ?

Jamais l'humanité n'a eu tant besoin de communisme. D'un communisme qui prenne en compte toute l'humanité dans sa complexité. Un communisme qui affirme la primauté de l'être humain sur l'économie.

Partir de l'humain pour analyser la société, le monde. Redonner l'espoir pour faire reculer les sentiments de fatalité, refuser les humiliations qui génèrent par le mépris de soi, le mépris des autres, le rejet, le repli n'est pas en dehors de notre projet. Au contraire. Etre communiste, c'est être bâtisseurs de l'espérance en une autre vie, un autre monde.

Ne nous cachons pas la difficulté. Nous devons affronter deux handicaps majeurs : l'échec symbolisé par la chute du mur de Berlin ; celui des politiques social-démocrates... Si la chute du mur permet objectivement à la déferlante économique capitaliste de passer les frontières, elle révèle aussi aux consciences la faillite terrible d'un échafaudage qui s'écroule, ouvrant ses plaies béantes jusque dans ses valeurs, son éthique, sa morale.

La rapidité avec laquelle les mafias se sont organisées – notamment celles de la drogue et du sexe dont la prostitution des « filles de l'Est » est la face visible – a discrédité l'idée communiste autant que la faillite économique et l'absence de réelle démocratie.

Pendant que, de ce côté-ci du monde, le rêve s'écroulait laissant le « libre échange » en prendre possession...

... dans d'autres lieux du monde, des peuples cherchaient comment exister. Avec la globalisation économique capitaliste, le néolibéralisme, des questions existentielles sont posées sur tous les continents.

Il est remarquable de voir que ce sont les sans-terre, les aborigènes chassés par la déforestation, qui sont à l'origine d'une recherche de mondialisation des résistances, de construction de nouveaux réseaux de solidarité planétaire.

Il est aussi instructif pour nous de mesurer l'impact de ceux que l'on appelle les théologiens de la Libération, de ces prêtres des favelas.ⁱ C'est en 1996 qu'ils décident d'organiser – quoi qu'il leur en coûte – des espaces de débat, des manifestations pour démonter les mécanismes du néolibéralisme, organiser les résistances, inventer des propositions alternatives concrètes. Avec le mouvement des sans terre, la puissance des centrales syndicales, les organisations populaires de défense des intérêts des plus démunis, ils travaillent à la mise en convergence de tous en Amérique Latine puis dans le monde. Le premier Forum social de Porto Alegre a lieu à l'Université catholique.

Cette matrice n'est pas unique. Mais l'ignorer, comme c'est le plus souvent le cas, ne permet pas de comprendre le mouvement alter-mondialiste, réellement populaire qui est celui de l'Amérique Latine. N'ignorons pas non plus que la plus grande pétition réclamant l'annulation de la dette est celle qui eut lieu à l'initiative de Jubilé 2000 : **23 millions de signatures !!**

Elle est révélatrice, elle aussi, de l'omniprésence des rapports Nord/Sud dans la problématique de la mondialisation.

La dette, l'aide publique au développement, la recherche d'un co-développement durable et partagé, l'exigence de souveraineté alimentaire, de règlement des pandémies, d'éducation, de respect des ressources naturelles et des richesses minières sont autant de questions récurrentes posées. Au nom des droits humains.

La négation des droits humains produit en retour une exigence de démocratie, du local au mondial, du village à l'ONU, de l'entreprise aux organisations financières internationales.

Les conséquences des politiques d'allégeance au système sont telles que même ceux qui les produisent s'en émeuvent et parlent de la nécessité d'humaniser la mondialisation, de réguler le capitalisme sauvage et volatile...

La régulation qu'ils mettent à l'ordre du jour ne peut régler l'ampleur des problèmes posés. Le débat entre régulation ou transformation est d'actualité. Il induit le débat stratégique concernant le dépassement du capitalisme et le « comment faire ».

Il oblige à voir les bouleversements structurels provoqués par un système dont une des offensives les plus fondamentales, partout dans le monde, est menée contre les bénéficiaires traditionnels du produit social : le travail et l'état.

La nécessité d'orienter l'économie mondiale vers une libéralisation des marchés et une suppression des mesures régulatrices imposées par les états débouche sur l'intégration mondiale des diverses étapes de la production et de la distribution en des lieux géographiques différents.

La concentration du pouvoir économique, l'accroissement de la bulle financière sont d'autant plus grandes qu'il y a abandon de l'étalon-or au profit du dollar. C'est une des raisons pour laquelle les USA ne sont pas en faillite malgré un déficit record de 450 milliards de dollars en 2002...

La logique de concurrence, de compétition du capitalisme mondialisé, la maximisation du profit oblige à la réduction des coûts de production, conduit à la flexibilisation du travail, aux privatisations. Dans une telle perspective, le rapport social entre partenaires tend nécessairement à l'inégalité. Pire encore, le rapport mercantile tend bien à devenir la norme de l'ensemble des activités collectives de l'humanité depuis l'éducation et la santé jusqu'à la sécurité sociale, les pensions, les services publics...

Le capitalisme détruit les deux sources de sa propre richesse : « la nature et les êtres humains » disait Marx il y a un siècle et demi... Nous en sommes là : avec le capitalisme mondialisé, le danger pour l'humanité est décuplé.

La logique capitaliste impose la loi du plus fort. La triade « Etats-Unis, Japon, Europe » en est le pôle dominant. Mais la force du système, incontestablement, est entre les mains des Etats-Unis., acculés à agir en super-puissance.

Thomas Friedman, conseiller de Madeleine Albright en 1999, avait le mérite de la franchise lorsqu'il disait : « Pour que la mondialisation fonctionne, l'Amérique ne doit pas craindre d'agir comme la super-puissance invincible qu'elle qu'en soit la réalité... ».

Trois ans après, malgré et renforcé par les attentats du 11 septembre, l'objectif demeure. Le terrorisme lui en fournit l'alibi, les uns alimentant les autres dans un

engrenage infernal. La classe dirigeante américaine, engluée dans sa vision du monde, d'un monde qu'elle ne connaît pas, ne comprend pas ce qu'il lui arrive, ne peut accepter les obstacles mis à sa domination sans partage.

Le Non à la guerre est d'autant plus fort qu'il est aussi l'expression d'autres refus, d'autres résistances comme celles à l'uniformisation, à la standardisation, au modèle culturel, à la pensée unique... La guerre, c'est la logique hégémonique poussée au bout. Les USA ont violé ou torpillé la plupart des conventions internationales en faveur du progrès : qu'elles concernent l'interdiction des armes biochimiques, le démantèlement des paradis fiscaux, les mines anti-personnel, les accords de Kyoto, l'accès aux médicaments génériques... Cette arrogance est devenue insupportable.

Au-delà, ce sont les « grandes puissances » et toute l'organisation politique qui est mise en cause. Parce que, in fine, toutes les décisions concernant l'avenir des sociétés humaines, l'organisation sociale de la planète sont prises par des gouvernements.

Evidemment, l'actualité du conflit irakien, le rôle du Conseil de Sécurité montrent que l'organisation politique compte. Inverser la donne et donner la primauté à l'humain, c'est aussi donner la primauté à la politique.

Oui, la question politique est majeure. Elle est dans la revendication d'épanouissement inégalé de la démocratie. De la démocratie participative à la démocratisation de toutes les instances internationales. Ce chantier de la démocratisation concerne la transformation de toute l'architecture financière internationale : la Banque Mondiale, l'OMC, le FMI.

Elle est dans la dénonciation des inégalités Nord/Sud, pour l'annulation de la dette et l'arrêt du système qui la reproduit, pour le respect des décisions prises concernant l'aide publique au développement, pour créer un fonds de réparation à partir de l'institution de la Taxe Tobin. Elle est dans la mise en accusation des plans d'ajustement structurels. Elle est dans l'invention de nouvelles coopérations pour un co-développement durable et partagé. Dans la création d'une agence mondiale de l'environnement, d'un service public mondial de l'eau et de l'énergie. Dans l'interdiction des paradis fiscaux, la levée du secret bancaire...

L'argent de la drogue et du trafic humain investit désormais tous les secteurs de l'activité économique et financière, jusqu'aux institutions internationales. Nous ne pouvons l'accepter.

Dans ce contexte international, l'Europe a un rôle essentiel à jouer.

A travers des crises et des transformations profondes du contexte mondial c'est, en fait, un nouvel état du monde qui se met en place progressivement. Le visage du continent européen s'en trouve structurellement changé, l'enjeu même de la construction européenne prend une dimension cruciale.

Il y a une attente d'un rôle et d'un poids européen. Le soutien assez exceptionnel acquis par la France, et par quelques-uns de ses partenaires, dans une politique de résistance à la pression énorme exercée par les Etats-Unis pour aller au plus vite à la guerre, traduit cette attente de relations internationales plus justes.

Le contenu même de la construction européenne fait l'objet de vifs débats et de grandes confrontations politiques. Après la mise en place de l'euro, et avec la perspective rapprochée de l'élargissement de l'Union à quelque 10 nouveaux pays, tous les grands dossiers européens sont sur la table: la politique étrangère et la défense, les institutions, les finances et l'agriculture, le social et la politique économique ...

L'orientation et la nature même de la construction européenne dépendent de la vision que l'on s'en fait, mais aussi du type de réponses apportées pour chacun de ces enjeux politiques concrets, et des rapports de force acquis dans les confrontations politiques auxquels ceux-ci donnent lieu. L'ordre mondial bouleversé dépend fortement de l'avenir de la construction européenne elle-même.

Personne ne s'y trompe: si la France et l'Allemagne s'opposent à la politique de guerre américaine, c'est aussi parce que l'énorme pression des Etats-Unis pour obtenir l'assentiment, voire l'alignement des européens, constitue un défi existentiel pour l'Europe elle-même, pour son autonomie et son identité propre.

Certains utilisent cette situation nouvelle pour valoriser la conception d'une "Europe puissance" sur le modèle américain. Une Europe sécuritaire, interventionniste et militarisée. Cette perspective ne peut être la nôtre.

L'Europe doit avoir un rôle original, indépendant et positif. Ou bien les européens seront en capacité d'apporter des réponses efficaces aux grands problèmes du monde d'aujourd'hui, ou bien ils se confineront dans une forme de dépendance, donc d'inexistence.

C'est un enjeu décisif. Il dépend de l'investissement politique des forces sociales et politiques intéressées, en premier lieu de notre parti, de ses partenaires, du « mouvement social » en France et en Europe.

L'intervention de tous ceux qui sont citoyens de la mondialité.

« Le monde n'est pas une marchandise » a fait le tour du monde. Il marque la naissance d'un espoir. L'affirmation qui le prolonge « un autre monde est possible » traduite dans toutes les langues est un appel à travailler, inventer les alternatives concrètes pour définir et construire ce monde, cette société que nous voulons. Dans ce début de prise de conscience planétaire réside une bonne part de l'avenir du communisme, du projet communiste et, pour la France, du Parti communiste. Nous n'avons pas mesuré ce qui se passait là de nouveau, parfois même l'avons-nous méprisé. Alors même que nous avons créé des secteurs de travail sur les questions de la mondialisation et sur les sujets essentiels traités par cet enjeu – pauvreté, discriminations, migrations, développement durable, SIDA, bioéthique, pour ne citer que ceux-là – le PCF ne s'est pas investi dans ces mouvements. Parce qu'ils naissaient en dehors de nous ? Parce qu'il relevait de sujets non prioritaires dans le combat de classe ? Cette situation est doublement paradoxale. Dans notre engagement, dans notre histoire, deux de nos « piliers » constitutifs ne sont-ils pas ceux de l'émancipation humaine et de l'internationalisme ?

En quelques années, le mouvement alter-mondialiste est devenu un acteur incontournable. S'il est encore très latino-européen, il est en train de prendre naissance et force en Afrique et en Asie. C'est sur ce dernier continent d'ailleurs que se tiendra le 3^{ème} Forum social mondial.

Mais déjà il a des correspondants dans tous les pays. Il est incontestable que cette dynamique est constituante de la « première mondiale » que nous avons vécue le 15 février 2003. 24 heures de relais planétaire pour empêcher la guerre avant qu'elle ne commence...

Les conditions de la naissance et du développement du mouvement social en France, sont inscrites dans des moments et initiatives, symboliques. Ils commencent dès 1993, avec la bataille pour l'exception culturelle –dont le mot d'ordre est « la culture n'est pas une marchandise »- qui fait céder le GATS.

L'occupation de la rue du Dragon en décembre 94, après celle du Quai de la gare, les batailles des « sans » sont lancées.

Décembre 95, les grèves dont le mouvement syndical est l'acteur principal sont suivies du mouvement lycéen contre le plan de casse Juppé.

En 1996, le Comité de contrôle citoyen contre l'OMC organise la première démonstration contre l'AMI au Château de la Muette.

Ces contestations multiples de la politique du gouvernement et de la construction Maastrichienne de l'Europe, amènent 97 et expliquent en partie l'arrivée de la gauche plurielle.

En 98, c'est la création d'ATTAC. Le succès est immédiat. Pendant cinq ans il fait sa couche dans le lit des déceptions vis-à-vis de la gauche plurielle et de tous les partis politiques, de leur carence de projets.

Même si les luttes contre l'AMI amènent le gouvernement français à se retirer de la table des négociations. C'est l'échec pour l'OMC.

Enfin, tous les militants convergent vers Millau pour soutenir le combat contre la « mal bouffe » de la Confédération paysanne. Ils sont 100 000 et portent le tee-shirt « Le monde n'est pas une marchandise ». Le mouvement alter-mondialiste français a désormais pris ses marques.

Des communistes sont de toutes ces initiatives mais le PCF privilégie les grandes manifestations avec les syndicats à Lyon, Nice, Barcelone... En fait, il n'existe pas une détermination politique réelle pour stimuler cet engagement. Des désaccords existent. L'incompréhension est consommée par l'incapacité à mobiliser et à organiser la participation effective des communistes à Gênes.

Nous n'en sommes plus là aujourd'hui, mais les différences, voire les divergences d'appréciation sur l'analyse de ces mouvements et rassemblements perdurent.

Elles existent jusque dans l'objectif que le Parti poursuit en étant des futurs rendez-vous. Il est impliqué dans les mobilisations des contre-sommets du G8 environnement à Angers, celui du G8 d'Evian. Il doit soutenir le rassemblement contre l'OMC à Millau début août. Il doit prendre sa responsabilité dans la réussite du Forum social européen de Seine-St-Denis, Paris, Val-de-Marne – plus précisément de St Denis, Bobigny, Paris, Ivry –et le Forum social Euro-méditerranéen en mars 2004.

Dans tous ces rendez-vous et particulièrement pour le FSE 2003, les militants, les élus communistes peuvent être des acteurs reconnus de leur élargissement, d'une participation populaire, de la jeunesse.

Partenaires loyaux vis-à-vis de la Charte du FSM qui exclut la récupération et la prise de pouvoir de quelques acteurs que ce soit, du Forum.

Partenaires actifs parce qu'il nous apparaît important de contribuer à populariser, à démocratiser, les questions de l'Europe dans la mondialisation.

Partenaires lucides aussi, vis-à-vis de mouvements qui ont théorisé, inscrit dans leur acte de naissance, dans leurs statuts, leur autonomie vis-à-vis des partis politiques et qui entendent rester vigilants.

Ne nous le cachons pas, le FSE 2003 se tiendra peu de temps avant les élections européennes. Il y a là, un enjeu. Il y a déjà des débats qui ne sont pas sans rapport avec cette échéance. Au-delà de nous et parmi nous.

A la question : « Pourquoi être de ces rassemblements ? », j'ai envie de répondre : « Pourquoi ne pas en être ? ». Y a-t-il dans ces résistances, dans ces colères, dans ces volontés de comprendre, pour les casser, les logiques qui broient l'humain, des raisons qui soient étrangères à celles qui fondent notre engagement communiste ? Si nous regardons même concrètement les événements qui ont déclenché pour des générations de communistes leur engagement, ne sont-ils pas pères des combats contemporains contre les guerres, les inégalités, l'exploitation, les discriminations, pour la paix, pour l'émancipation et la libération humaine.

Leurs recherches d'un autre monde possible rejoint les nôtres. La mise en débat citoyen des questions qui concernent le devenir de l'humanité procède d'une démarche démocratique. Elle est politique.

Nous ne pouvons tout simplement pas être sourds à ce qui « bouge » dans la société, à ce qui s'exprime dans les rassemblements alter-mondialistes. J'ajouterai que ce mouvement a besoin de la confrontation avec les forces politiques sur le contenu des propositions.

Les problématiques posées dans les contre-sommets et manifestations du G8 et du FSE sont les nôtres. Nous avons besoin de cette mise en mêlée des points de vue, concernant :

- l'Accord général sur le Commerce et les Services (AGCS) qui est à l'ordre du jour du rassemblement au Théâtre de la Colline le 24 mars à Paris, à l'initiative de la CCCOMC.
- l'écologie, l'environnement, la souveraineté alimentaire, thèmes du contre sommet de l'environnement à Angers ;
- la croissance, le commerce, la gouvernance, l'Afrique, à l'ordre du jour du G8 d'Evian ;
- l'Europe que nous voulons, thématique du FSE déclinée en cinq points : Pour une Europe de paix et de solidarité ; Pour une Europe sociale et démocratique ; Pour une Europe du développement durable et solidaire ; Pour une Europe démocratique de l'information, de la culture et de l'éducation ; la question des migrations.

Franchement, quels peuvent être, au vu de ces contenus, dans ces processus de rassemblements les obstacles à notre participation ?

Plus, quels peuvent être les obstacles à notre engagement pour être reconnus comme acteur de leur succès populaire ?

J'entends bien la crainte exprimée de voir ainsi le Parti communiste français se fondre dans un mouvement d'éducation populaire et perdre son identité. Pourquoi ne pourrait-on être de cette dynamique qu'en y perdant notre âme ?

A l'inverse, une autre crainte s'exprime concernant notre volonté de rallier autour du Parti communiste. Dans la complexité de la réalité du rapport de la société à la politique, avec nos difficultés propres, ce débat, fort intéressant au demeurant, n'est-il pas Byzantin ?

Il n'y a pas de modèle unique à notre intervention, à notre participation, à la création de collectifs locaux, départementaux du Forum social européen. Notre activité politique concrète et autonome elle aussi doit tendre à établir les convergences, à établir les liens. L'actualité sociale et politique y appelle :

Comment parler services publics, sans évoquer l'Accord général sur le commerce et les services en préparation ?

Comment parler délocalisation sans parler capitalisme mondialisé, institutions financières internationales, OMC, Banque mondiale, droits nouveaux pour les salariés...

Comment parler guerre en Irak sans parler hégémonie américaine et, au-delà, nouvel ordre du monde ?

Comment parler migrations sans parler inégalités Nord/Sud, pillage des richesses, nouvelles coopérations, droits humains ?

Comment parler pollution, écologie, risques industriels, sans parler de co-développement durable et partagé ?

Comment parler clonage humain, brevetage du vivant, sans parler mainmise des multinationales de la pharmacie, sauvegarde de l'humanité ?

Comment parler agriculture, PAC, souveraineté alimentaire sans parler des géants de l'agroalimentaire ?

Comment parler inégalités sans parler politique de santé ?

Comment parler réelle gouvernance mondiale sans parler démocratisation de la société, de l'ONU ?

Chaque problème concret mène à l'organisation économique, sociale, politique du monde. Tous ces débats méritent que nous nous en mêlions avec tous ceux que cela intéresse.

L'élargissement de ce mouvement qui a forgé d'ores et déjà beaucoup d'espérances reste fragile.

L'articulation du Forum avec les mouvements sociaux fait, à l'heure actuelle, l'objet de débats entre tous les organisateurs.

La question du rapport Forum/Parti politique, se double aujourd'hui de celle du rapport Forum avec les mouvements sociaux, plus précisément avec celui qui se nomme le mouvement des mouvements (un retour d'une conception de l'Avant-Garde que nous croyions disparue voit-il ici le jour, sous la houlette des « radicaux » comme ils se nomment ?).

Elargir le cercle des militants d'une autre Europe, d'un autre monde à un plus grand nombre d'experts du quotidien que sont les salariés, les militants associatifs, les citoyens est un acte politique majeur pour les communistes. C'est mettre en

actes notre projet de démocratisation de la société, d'intervention citoyenne, de démocratie participative. C'est reconstruire le lien social distendu, les solidarités manquantes. Redonner de la dignité en redonnant à chacun le sentiment de son utilité sociale.

Faire cela, exige un effort, du temps, des pratiques et comportements politiques, un travail à partir de la confiance perdue. C'est élaborer nos propositions et les mettre dans le pot commun de la réflexion pour en débattre. Sans préalable mais sans complexe. A égalité de droits.

Réussir ce pari de faire du FSE 2003 un événement populaire, un lieu, un moment d'échanges, de débats, de constructions d'alternatives, est une responsabilité que nous devons prendre. Sans visée instrumentaliste. Sans dessein politicien. Ils affaibliraient les possibilités de renouage d'un dialogue nécessaire. Ils nous mettraient hors jeu ou, plutôt, nous placeraient dans le jeu politicien qui a détourné tant de citoyens de « la politique ».

Tous les camarades qui se sont jusqu'à aujourd'hui investis dans la préparation de ces initiatives y sont reconnus. Reconnus parce que l'idée progresse de la nécessité de renouer avec la politique, les forces politiques. Reconnus aussi parce que dans le bassin de vie où ils vivent et travaillent, les communistes sont connus comme militants, tout simplement.

Raison supplémentaire pour organiser la dynamique qui permettra les mobilisations nécessaires pour transformer le monde et construire l'Europe que nous voulons.

Les enjeux de la mondialisation sont ceux du développement d'une communauté humaine civilisée, cultivée. Aucune occasion ne doit être manquée.

Nous pouvons être acteurs de cette re-création du Monde.

ⁱ C'est le 14 novembre 1996 que les supérieurs de 18 provinces latino-américaine de la Compagnie de Jésus rédigent un document de travail sur « le néolibéralisme en Amérique Latine ». Il y est question d'« analyse de la société, de conception de l'être humain, de la société que nous voulons... », des « tâches à entreprendre, des propositions alternatives à élaborer », de la décision de « multiplier les communautés de solidarité (Nord/Sud) au niveau populaire, non gouvernemental, au niveau politique... ». Les théologiens de la Libération furent remplacés petit à petit à chaque voyage du Pape par ceux de l'Opus Dei. (cf. article dans *La Pensée*)